



**Provincia
di Pesaro e Urbino**

Politiche comunitarie, Rapporti
con l'Unione Europea, con le Istituzioni
regionali e nazionali / Politiche
per i giovani / Pari opportunità

I - 61100 Pesaro, via Gramsci 4
tel. 0721.359305/306/307/464/426
fax 0721.359432
e-mail: ue.giovani@provincia.ps.it
www.provincia.ps.it/eurogiovani

Meeting internazionale dei giovani e delle Politiche Giovanili

PATTO APERTO PER LA GIOVENTU'



**Oltre la Strategia di Lisbona :
la dimensione culturale nello sviluppo sostenibile**

Urbino 13-14-15-16 luglio

**JEUNESSE NIGERIENNE ET DEVELOPPEMENT DURABLE
HISTOIRE D'UNE LUTTE ET PERSPECTIVES**

Issyad Ag KATO

Conseiller Spécial du Président de l'Assemblée Nationale du Niger ;
Président de l'ONG OVD Teil (membre du réseau APREIS)

Juillet 2005

PRESENTATION ET CONTEXTE HISTORIQUE ET POLITIQUE DU NIGER : RAPPEL

Le Niger est un pays Saharo-Sahélien d'une superficie de 1 267 000 km². Près de 4/5 du territoire national est désertique. Une infime partie de son territoire (qui borde le pays au sud aux confins du Nigeria, du Bénin, du Togo et du Burkina Faso) est considérée comme Sahélienne.

La population du Niger, estimé en 2001 à près de 13 millions d'habitants, est composée d'une mosaïque d'identités culturelles. Chacune est caractérisée par une culture spécifique qu'elle maintient encore et ce, depuis le demi siècle que dure l'érection du territoire colonial en pays à part entière. Le lien commun entre ces identités demeure sans conteste l'Islam. La nation en construction se bâtera inévitablement sur cette base. Cet Islam qui a épousé nos cultures, est très tolérant. Il nous a permis une coexistence pacifique entre nous-mêmes et entre nous et nos voisins non-musulmans depuis des temps immémoriaux. Le Niger a une tradition d'ouverture et d'échanges bien ancrée et ce, avant les invasions européennes. Il l'a maintient et aujourd'hui cela lui vaut d'être respecté dans la sous-région. L'enjeu majeur du moment reste la construction d'une économie nationale bien assise par l'exploitation de l'énorme potentiel pluriel dont nous disposons.

Depuis son accession à l'indépendance et la souveraineté nationale en août 1960, le parcours politique interne est marqué par une instabilité des Institutions. Les désaccords intervenus au sein de la classe politique de l'époque ont marqué de leur sceau l'avenir politique du Niger. Le premier Président de la République élu au suffrage universel, Diori Hamani a dirigé le Niger dans ce climat jusqu'en 1974. Tant bien que mal, durant ces 14 ans faits de vicissitudes de toutes sortes, les gouvernements de l'époque ont essayé de mettre le pays sur les rails en traçant un cadre macro-économique de référence. Cette œuvre fut interrompue par l'irruption de l'armée sur la scène politique en avril 1974. Elle est resté au pouvoir jusqu'en 1987 année de la mort du Général Seyni Kountché, chef de cette Junte. Les politiques économiques amorcées et installées par le premier régime furent maintenues et même quelque peu consolidées par le militaire Kountché, avec une pointe de dictature. Après la mort de Kountché en 1987, le tissu économique à peine construit commença à s'effriter. Tous les opportunistes, dépourvus de nationalisme, longtemps tenus en respect par la poigne de Seyni Kountché, se ruèrent sur les maigres ressources et réserves financières du pays. Ces moments de relâchement après un régime qualifié de dur couplés aux vents de démocratisation amorcée en Afrique dès 1990, ont inauguré une ère de débats au Niger. Ces débats dont le point culminant fut la Conférence Nationale organisée en 1991, jetèrent les bases d'une démocratie qui se met en place petit à petit.

Aujourd'hui le Niger a satisfait à l'essentiel des normes formelles d'une République démocratique. Il reste à y mettre un contenu conforme aux aspirations légitimes d'une nation naissante composées d'identités épanouies participant équitablement à la gestion de la République. Cela ne saurait se réaliser sans l'émergence d'une jeune classe politique consciente et engagée. D'ailleurs, n'eut été sa présence dans le débat politique de ces dernières années, il n'y aurait pas eu le minimum de démocratie qui aujourd'hui est notre seul espoir.

JEUNESSE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE ÉTAT DES LIEUX AU NIGER

La population du Niger est très jeune. Plus de 50% de la population a moins de 15 ans selon le dernier recensement. Il en a été ainsi depuis l'accession du pays à la souveraineté nationale. C'est une donnée fondamentale qui devait être l'axe d'orientation des politiques de gouvernement. Le développement du pays sous toutes ses formes devrait s'orienter et se baser sur une jeunesse bien formée. L'école du Niger avait ainsi été calibrée, dès le début, sur la formation d'élites. Ce système a eu cours jusqu'en 1990, année au cours de laquelle le Niger sous l'impulsion des Institutions Internationales de financement du développement des pays pauvres, a procédé à une réforme de son système éducatif. Cette réforme brutale et controversée dans sa forme vise l'orientation de l'école vers une formation de masse. Entre autres, elle a été à la base d'un malaise politique. Ce malaise traduit à lui seul l'inadaptation des politiques nationales aux besoins réels des communautés du pays. Cette situation a été l'aboutissement logique de la confrontation entre les classes dirigeantes dont les politiques de gouvernement sont dictées de l'extérieur et une société civile qui commençait à se structurer autour d'une pensée nationale et engagée. Cette prise de conscience de la jeunesse, fer de lance de la société civile, se manifeste très tôt à travers l'organisation des jeunes au sein des premiers partis politiques nés avec la République à la fin des années 50. Ces derniers ayant été suspendus après le Coup d'État militaire de 1974, la jeune classe, révolutionnaire dans son âme, poursuit le mouvement à travers la lutte syndicale. Celle-ci est menée par une élite formée et conditionnée par la pensée communiste ou socialiste avec laquelle elle a été en contact à l'extérieur du Niger. Pour contrer cette poussée, les régimes de l'époque se sont reposés sur des organisations paysannes instrumentalisées par un discours pseudo-nationaliste. Ces organisations dénommées « SAMARIA » devaient dans l'esprit des dirigeants servir de levier au développement national. Cette idée montra vite ses limites parce que non soutenue par une vraie vision. Parallèlement, la société civile pilotée par les organisations syndicales gagnait du terrain.

Comme nous l'avons dit plus haut, cette évolution aboutira en 1990 à l'avènement de la démocratie et du multipartisme au Niger. Avant de voir et analyser l'incidence de cette lutte sur la structuration de la société civile dans le cadre spécifique du développement durable, nous allons opérer un retour en arrière pour faire ressortir la particularité de la lutte de la jeunesse touarègue et le rôle qu'elle a joué dans la vie politique nationale des indépendances à nos jours. Aujourd'hui, nous sommes autorisés définitivement à penser, malgré toute la polémique que cela avait suscitée, que le système qui a prévalu au Niger avait volontairement marginalisé les touaregs. Dès que nous en avons pris conscience, nous avons de notre côté été obligés de résister à cette politique pour obtenir notre prise en compte dans la future nation. En protestation à cette politique d'exclusion, la jeunesse touarègue s'exila vers le Maghreb où des systèmes révolutionnaires ont court. Elle eut le loisir de se former et de s'organiser hors de portée du Niger. Malgré une tentative de réconciliation durant la période dite de décrispation, la lutte armée nous a été imposée car nos attentes avaient été déçues par le soi-disant renouveau du début de la décennie 90. Ainsi de 1991 à 1997, un conflit armé nous a opposé à l'État. Une série d'accords de paix a mis fin à la lutte armée. L'une de nos revendications consacrées par ces accords est la décentralisation du pouvoir politique en vue de donner une certaine autonomie de gestion aux régions qui composent le Niger. Après une préparation longue marquée par des hésitations, le processus de décentralisation est enfin amorcée avec le début de la communalisation. En effet, depuis juillet 2004 des Conseils Municipaux ont été mis en place suite à des élections locales. Sur l'ensemble du territoire nationale, 265 communes ont été créées. Elles sont gérées depuis peu par des Conseillers élus

au suffrage universel. C'est le fruit de la lutte armée menée par les jeunes touaregs que nous sommes. C'est la pierre que nous avons apportée, au prix de nombreux sacrifices, à l'édifice national. Ce résultat ajouté à celui obtenu par la société nigérienne dans son ensemble plante le nouveau décors sur le fonds duquel la nouvelle vision du développement durable du Niger est entrain de se mettre en place.

JEUNESSE NIGÉRIENNE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : NOUVELLES PERSPECTIVES

La notion de développement durable s'est imposée au monde entier il y a quelques années suite à l'échec des politiques mises en œuvre par les gouvernements et l'émergence de nouvelles problématiques sociales et économiques. Les nouveaux défis obligent ces derniers à élargir leur horizons pour une meilleure définition des rôles de tous les partenaires de la chaîne du développement. Au Niger, la jeune société civile a acquis son rôle de haute lutte. Dès l'avènement de la démocratie en 1990, elle s'est organisée et structurée dans le cadre associatif et coopératif. Cette nouvelle forme d'organisation s'oriente vers des objectifs de développement socio-économique. Désormais au Niger, la lutte politique partisane est laissée aux partis politiques, les luttes corporatistes aux syndicats et la lutte du développement durable socio-économique aux coopératives, associations et ONG de développement. Ce schéma de spécialisation ou de définition des rôles est récent, donc loin d'être parfait et définitif. Les acteurs qui se partagent ces rôles sont issus pour la plupart du mouvement passé en revue plus haut. Il n'est donc pas étonnant d'observer parfois quelques télescopages. Mais nous sommes persuadés que les prochaines années consolideront les uns et les autres dans leurs rôles respectifs.

Comme on le voit donc, le mouvement associatif qui est le cadre par excellence qui mobilise la jeunesse de mon pays, est jeune. Il compte environ un millier d'associations, quelques 600 ONG et plusieurs milliers de coopératives. Toutes ces organisations nées dans la foulée de libéralisation politique et sociale de 1990, ne sont pas opérationnelles comme elles le souhaitent. Si elles savent plus au moins parfaitement définir des objectifs qui collent aux réalités socioéconomiques des terroirs, la réalisation de ces objectifs pose d'énormes problèmes par faute de moyens. La mobilisation du potentiel local pour un développement endogène, ne peut suffire pour atteindre les objectifs normatifs de développement tels que définis par la Communauté Internationale. Dès lors, nous attendons de celle-ci un appui pertinent, efficace et efficient pour accroître les capacités d'intervention des organisations civiles. Pour cela, les Institutions Internationales Multilatérales doivent revoir leurs planifications et interventions consacrées au développement durable, en vue de renforcer les capacités opérationnelles des jeunes organisations de notre société civile. Nos Etats relayent très mal les appuis qu'ils reçoivent de la Communauté Internationale, tant les défis auxquels ils sont confrontés sont multiples et complexes.

Aujourd'hui les supports du développement durable dans notre pays sont clairement définis. D'ici quelques années ces rouages seront perfectionnés grâce à une jeunesse vigilante qui aspire à venir aux affaires. D'ores et déjà le cadre formel est installé. En effet, les pouvoirs publics reposent sur des Institutions de type républicain ; la société civile structurée et organisée est porteuse de l'alternance. Le travail qui reste est la consolidation de ce cadre par l'émergence d'une conscience citoyenne. La nouvelle organisation territoriale sera, à notre avis, le vecteur de cette conscience citoyenne puisque les perspectives de développement

deviendront de plus en plus locales. C'est donc maintenant que la coopération décentralisée internationale va trouver toute sa signification et sa pertinence.

En conclusion, nous dirons que notre pays a certes connu une évolution politique difficile. Mais ne dit-on pas que c'est dans la difficulté que se forment les caractères et les hommes. Dans cette évolution, la jeunesse a joué un rôle prépondérant. Le développement durable ne sera une réalité que si cette jeunesse consciente et organisée est considérée comme le principal partenaire. Elle est prête à jouer ce rôle d'autant plus que le mouvement associatif et coopératif et les ONG sont structurés autour de tous les thèmes phares du développement durable local. Si vous venez au Niger, quel que soit votre domaine d'intervention vous trouverez un partenaire local.

C'est pour cela que nous pensons que tout partenariat dans le cadre du développement durable avec la jeune société civile nigérienne, les objectifs doivent s'orienter vers :

- ☞ le renforcement des capacités en formant en masse les jeunes acteurs du développement local dans tous les domaines de la recherche opérationnelle ;
- ☞ la dotation en moyens opérationnels des organisations civiles de développement local ;
- ☞ la viabilisation des nouvelles communes par une coopération décentralisée et directe avec les nouveaux Conseils Municipaux élus, dans le cadre de leurs programmations en matière de développement durable ;
- ☞ une participation efficace de la jeunesse à tous les rendez-vous internationaux sur le développement durable, en vue d'entretenir des échanges fructueux et utiles ;
- ☞ le développement des nouvelles technologies de communication afin de les vulgariser pour les rendre accessibles à tous les acteurs locaux de développement ;
- ☞ la préservation des diversités culturelles nationales comme source et base de développement durable local.